

Je n'ai pas besoin de dire à la députation que la calamité qui se préparait ne nous a pas pris à l'improviste. Il y a trois ans, le Gouvernement a indiqué, en demandant une augmentation considérable des crédits destinés à la défense nationale, qu'il croyait à la nécessité d'être prêt à toute éventualité. J'avoue franchement que depuis cette époque jusqu'à maintenant, la possibilité d'une guerre dans laquelle s'engagerait l'Allemagne ou tout autre pays et qui se propagerait dans le monde entier m'a causé plus de soucis que toutes les autres questions réunies. Je me suis particulièrement préoccupé de ce que serait la position du Canada dans le cas d'une guerre où s'engagerait de nouveau la Grande-Bretagne. Je n'ai pas caché mes sentiments au sujet des événements que je redoutais. Maintes et maintes fois, quand mes partisans ont discuté avec moi plusieurs questions d'importance capitale et secondaire, je leur ai prêché la sagesse de se rappeler sans cesse la terrible possibilité d'un conflit international, devant lequel tout le reste pâlirait bientôt et tomberait dans l'oubli.

J'ai été en butte aux railleries de mes amis et de mes adversaires, parce que je consacrais une partie excessive de mon temps et de mes pensées aux affaires extérieures, négligeant ainsi, semblaient-ils penser, quelques-uns de nos problèmes intérieurs plus pressants. Si j'ai suivi la situation étrangère avec plus d'attention qu'il n'aurait fallu, d'après quelques-uns, ce n'est pas que je négligeais de m'occuper de la situation qui nous touche de plus près au pays, mais au contraire, c'est que je croyais que les problèmes qui devenaient de plus en plus déconcertants chez nous et à l'étranger n'étaient pas le résultat de causes existant dans notre propre pays, mais le résultat direct de la situation internationale en Europe et en Asie.

Je n'ai jamais douté que, lorsque le moment fatal se produirait, le libre esprit du peuple canadien s'affirmerait en faveur de la préservation et de la défense de la liberté, comme il est arrivé il y a un quart de siècle. J'ai eu aussi le souci de ce que, quand sonnerait l'heure inévitable, notre peuple fût unanime, d'un océan à l'autre, à reconnaître l'ampleur du problème, et unanime dans sa résolution à y faire face avec toute la puissance et la force dont il dispose. Comme chef de mon parti et comme chef du Gouvernement, je me suis donc efforcé par-dessus tout de veiller à ce qu'aucune menace, déclaration ou décision hâtive ou prématurée ne créât de la méfiance et des divisions parmi les divers éléments dont se compose la population de notre vaste Dominion, et à ce que tous aient une telle compréhension de la

[Le très hon. Mackenzie King.]

question, le moment de la décision venu, que l'union des volontés, des cœurs et des énergies puisse marquer notre effort national.

Monsieur l'Orateur, s'il plaît à la Chambre, je proposerai qu'elle s'ajourne maintenant et je m'efforcerai de n'être pas trop long, ce soir.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

Le très hon. MACKENZIE KING: A la suspension de la séance, à six heures, j'en étais aux conditions se rattachant à la situation européenne qui affrontaient le Gouvernement actuel lorsqu'il accéda au pouvoir et qui n'ont cessé de l'affronter depuis lors. J'avais cru bon d'aborder brièvement cet aspect de la question avant de parler des événements de ces dernières semaines. Cela permet de mettre en lumière, je pense, d'une façon succincte et sans équivoque la nature de la situation du moment.

Lors de la première session de la législature actuelle, ainsi que la députation s'en souvient, le cas de l'Abyssinie se présentait à l'attention. L'Ethiopie avait été envahie et la première question qui se posa devant le régime actuel fut celle des sanctions à appliquer contre l'Italie à la suite de l'agression qu'elle avait commise. C'était en 1935. En 1936, au printemps, le monde se trouva en face de la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, et nous n'avions pas encore atteint le milieu de l'année que la guerre s'allumait en Espagne, guerre civile succédant de très près et de façon inquiétante à l'invasion de l'Ethiopie, et coïncidant de façon non moins inquiétante avec des actes d'agression soudaine posés ailleurs par l'Allemagne. En 1937, le monde était témoin d'une nouvelle intervention du Japon en Chine. A cette époque, la guerre en Espagne menaçait d'entraîner toute l'Europe dans une mêlée générale. Au moment d'une telle conjecture sur deux continents, les nations furent mises en face de la main-mise sur l'Autriche par Hitler en 1938. Survint ensuite la crise de la région des Sudètes et la campagne visant à son annexion, suivies du pacte de Munich en septembre 1938.

Tout le monde doit se rendre compte maintenant que si M. Chamberlain ne s'était pas rendu à Munich dans le temps, et chacune des trois fois où il s'efforça de sauvegarder la paix, Hitler et son régime auraient précipité la guerre. Nul d'entre nous, je pense, n'aime à songer aux conditions qui régneraient dans le monde aujourd'hui, compte tenu de l'insuffisante préparation des nations pacifiques en diverses régions de l'Europe et d'ailleurs.